



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. limitée
16 mai 2012
Français
Original: anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre

Trente-sixième session

Bonn, 14-25 mai 2012

Point 21 de l'ordre du jour

Rapport de la session

Projet de rapport de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre sur les travaux de sa trente-sixième session

Rapporteur: M. Petrus Muteyauli (Namibie)

Table des matières

(À compléter)

I. Ouverture de la session

(Point 1 de l'ordre du jour)

1. La trente-sixième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) s'est tenue du 14 au 25 mai 2012 à l'hôtel Maritim à Bonn (Allemagne).
2. Le Président du SBI, M. Tomasz Chruszczow (Pologne), a ouvert la session le lundi 14 mai et a souhaité la bienvenue à toutes les Parties et à tous les observateurs. Il a également salué M. Samuel Ortiz Basualdo (Argentine) en sa qualité de Vice-Président du SBI et M. Petrus Muteyauli (Namibie) en sa qualité de Rapporteur de cet organe.

II. Questions d'organisation

(Point 2 de l'ordre du jour)

Adoption de l'ordre du jour

(Point 2 a) de l'ordre du jour)

3. À sa 1^{re} séance, le 14 mai, le SBI a examiné une note de la Secrétaire exécutive contenant l'ordre du jour provisoire annoté (FCCC/SBI/2012/1).
4. À la même séance, l'ordre du jour a été adopté comme suit, le point 4 b) étant laissé en suspens:
 1. Ouverture de la session.
 2. Questions d'organisation:
 - a) Adoption de l'ordre du jour;

- b) Organisation des travaux de la session;
 - c) Élection des membres du Bureau autres que le Président;
 - d) Élection au Bureau de membres de remplacement.
3. Communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention:
- a) État de la situation concernant la présentation et l'examen des cinquièmes communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention;
 - b) Compilation-synthèse des cinquièmes communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention;
 - c) Compilation-synthèse des informations supplémentaires figurant dans les cinquièmes communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention qui sont également parties au Protocole de Kyoto, et soumises en application du paragraphe 2 de l'article 7 du Protocole de Kyoto;
 - d) Poursuite de la mise en œuvre du paragraphe 5 de l'article 12 de la Convention.
4. Communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention:
- a) Travaux du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention;
 - b) Informations contenues dans les communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention¹;
 - c) Poursuite de la mise en œuvre du paragraphe 5 de l'article 12 de la Convention;
 - d) Fourniture d'un appui financier et technique.
5. Mesures d'atténuation appropriées au niveau national de la part des pays en développement parties:
- a) Prototype du registre;
 - b) Composition, modalités et procédures de l'équipe d'experts techniques participant au processus de consultations et analyses internationales.
6. Questions relatives au financement:
- a) Examen initial du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto;
 - b) Questions diverses.
7. Questions relatives aux paragraphes 8 et 9 de l'article 4 de la Convention:
- a) Bilan de l'application de la décision 1/CP.10;
 - b) Questions relatives aux pays les moins avancés.

¹ Faute de consensus sur l'inscription de ce point à l'ordre du jour, la question a été laissée en suspens. Sur proposition du Président, le SBI a décidé de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-septième session.

8. Plans nationaux d'adaptation²:
 - a) Processus permettant aux pays les moins avancés parties d'élaborer et d'exécuter des plans nationaux d'adaptation, en s'inspirant de l'expérience qu'ils ont acquise dans l'établissement et la mise en œuvre de programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation³;
 - b) Modalités et lignes directrices à l'intention des pays les moins avancés parties et des autres pays en développement parties afin qu'ils recourent aux modalités élaborées pour appuyer les plans nationaux d'adaptation⁴.
9. Démarches permettant de remédier aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes de ces changements en vue de renforcer les capacités d'adaptation⁵:
 - Activités à entreprendre dans le cadre du programme de travail.
10. Questions relatives au paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto.
11. Forum et programme de travail sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre.
12. Mise au point et transfert de technologies:
 - a) Rapport du Comité exécutif de la technologie;
 - b) Questions relatives au Centre et Réseau des technologies climatiques: choix de l'entité hôte et constitution du conseil consultatif;
 - c) Programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies.
13. Article 6 de la Convention.
14. Renforcement des capacités⁶:
 - a) Renforcement des capacités au titre de la Convention;
 - b) Renforcement des capacités au titre du Protocole de Kyoto.
15. Amendement au Protocole de Kyoto intéressant la question des procédures et mécanismes relatifs au respect des dispositions.
16. Procédures, mécanismes et dispositions institutionnelles à prévoir pour les recours concernant les décisions du Conseil exécutif du mécanisme pour un développement propre.
17. Examen de la composition de la réserve pour la période d'engagement.
18. Dispositions à prendre en vue des réunions intergouvernementales.

² Décision 1/CP.16, par. 15 à 18.

³ Décision 1/CP.16, par. 15, 17 et 18.

⁴ Décision 1/CP.16, par. 15 à 18.

⁵ Décision 1/CP.16, par. 26 à 29.

⁶ Dans la décision 2/CP.17, la Conférence des Parties a demandé au SBI d'améliorer encore le suivi et l'examen de l'efficacité des activités de renforcement des capacités en organisant, chaque année, le Forum de Durban pour l'examen approfondi du renforcement des capacités. Elle a également demandé au SBI d'organiser la première réunion du Forum de Durban au cours de sa trente-sixième session. Le rapport résumant les travaux du Forum de Durban sera examiné par le SBI à sa trente-septième session.

19. Questions administratives, financières et institutionnelles:
 - a) Exécution du budget de l'exercice biennal 2012-2013;
 - b) Examen continu des fonctions et activités du secrétariat;
 - c) Application de l'accord de siège;
 - d) Méthode de recouvrement des droits d'utilisation du relevé international des transactions durant l'exercice biennal 2014-2015;
 - e) Privilèges et immunités à accorder aux personnes siégeant dans les organes constitués au titre du Protocole de Kyoto;
 - f) Incidences qu'aurait, sur le plan des politiques et sur le plan budgétaire, le versement de fonds destinés à couvrir les frais de voyage et de participation à des réunions de tous les membres et membres suppléants des organes constitués.
20. Questions diverses.
21. Rapport de la session.

III. Rapports sur les points 2 b) à 20 de l'ordre du jour

(À compléter)

IV. Rapport de la session

(Point 21 de l'ordre du jour)

5. À sa xx séance, le x mai, le SBI a examiné le projet de rapport de sa trente-sixième session (FCCC/SBI/2012/L.1). À la même séance, sur proposition du Président, le SBI a autorisé le Rapporteur à achever l'établissement du rapport de la session, avec le concours du secrétariat et suivant les indications du Président.

Annexes

(À compléter)
